

À crise du système, solutions systémiques

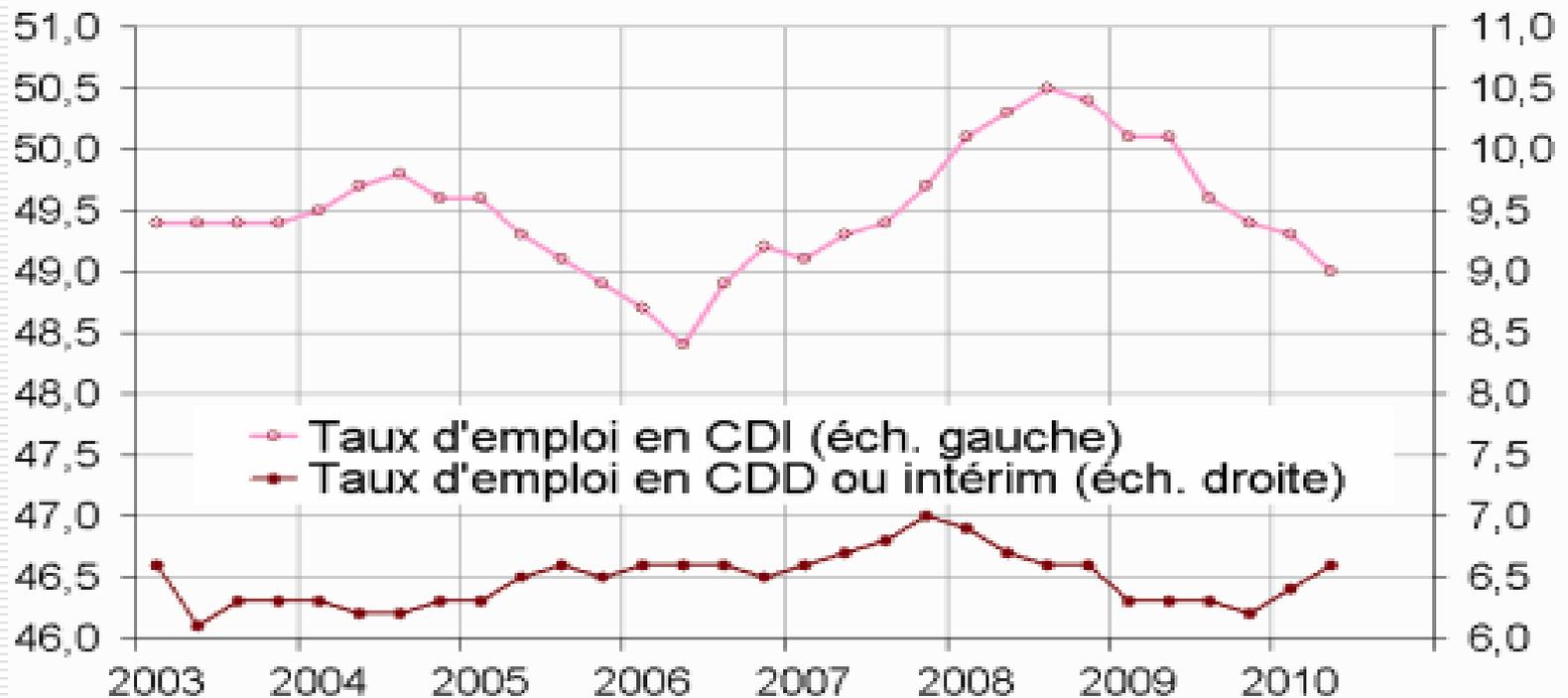
Nasser Mansouri-Guilani
Secteur économique, Cgt

Journée d'étude organisée par
La FSPBA Cgt
15 mars 2011

Préambule: la crise n'est pas finie

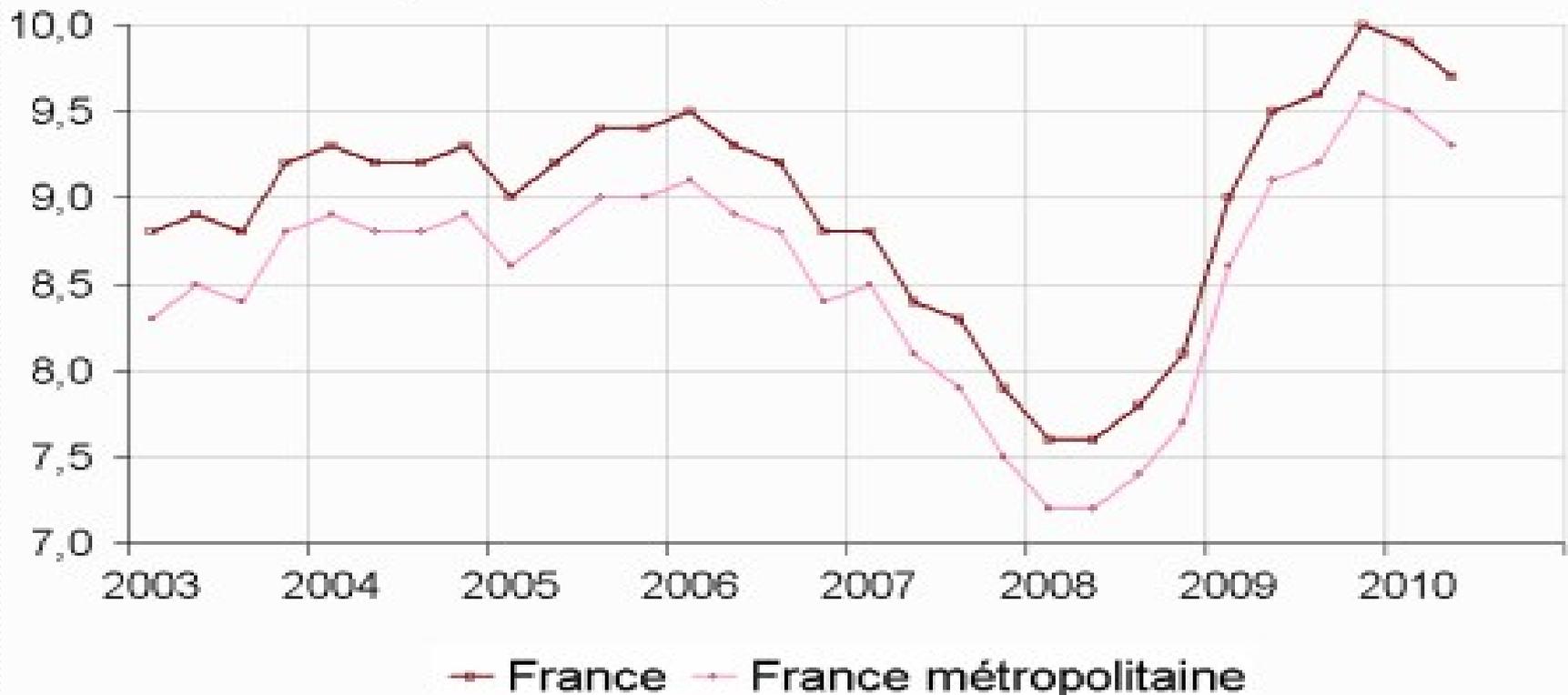
□ Emplois

Données cvs en moyenne trimestrielle, en %



□ Chômage au sens du BIT

données cvs en moyenne trimestrielle, en %



sommaire

- De la crise systémique
- Crise des solutions classiques de sortie de la crise
- Pistes de propositions Cgt

NB: source des graphiques: Insee,
comptes nationaux

Introduction

- La crise résulte d'une récession sociale profonde

 - Nous sommes devant une crise systémique et globale, qui perdure
-

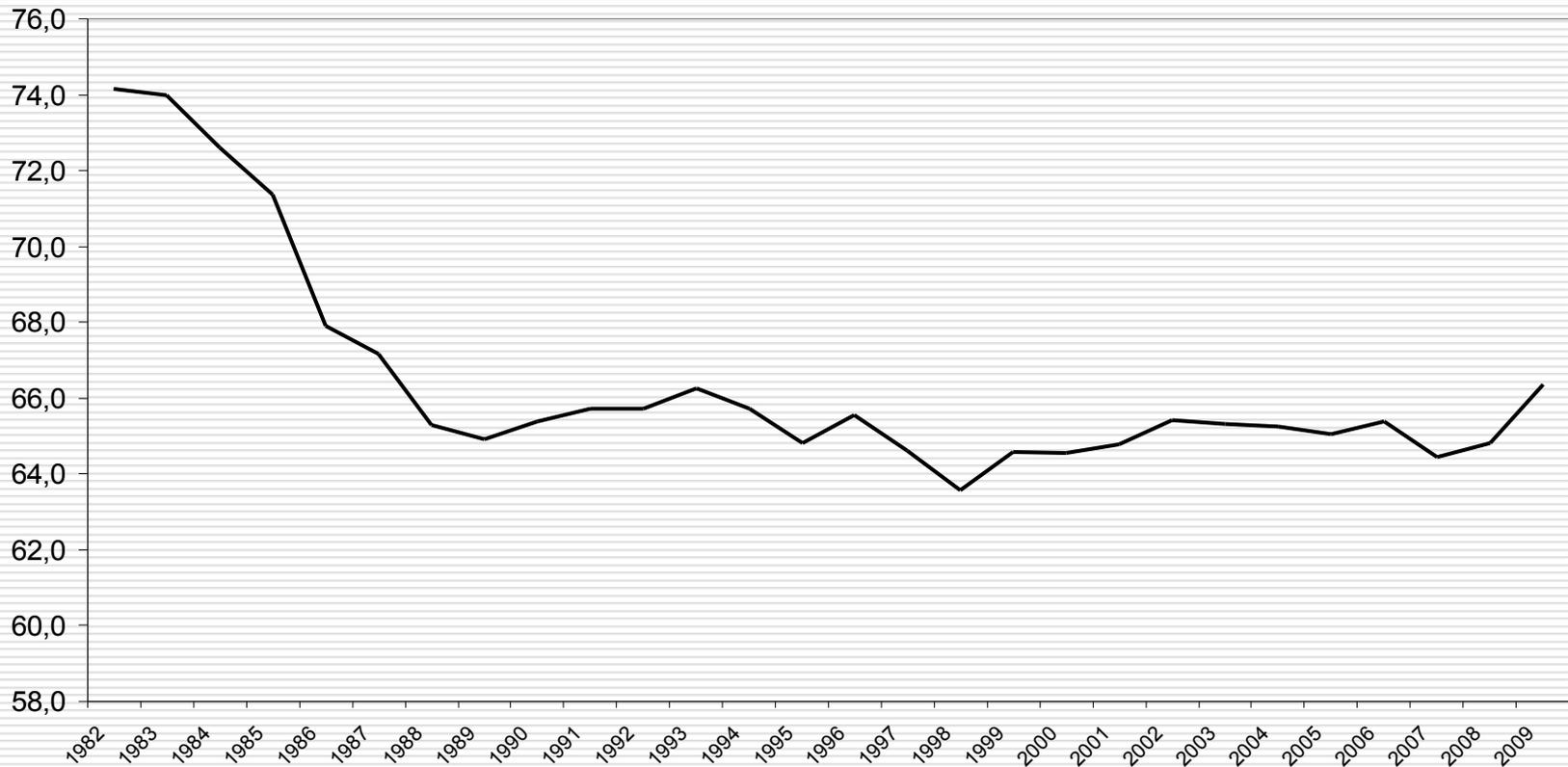
-
- Tous les compartiments de l'économie
 - Tous les agents : entreprises, ménages, administrations, banques...
 - Toutes les régions du monde, avec des difficultés sans doute plus graves dans certaines régions comme la zone euro
 - Plusieurs dimensions :
 - crise économique et financière
 - crise alimentaire (100 millions d'individus de plus en situation de la faim dans le monde)
 - crise écologique
 - Crise idéologique
 - Crise des réponses capitalistes de sortie de la crise
-

1. De la crise systémique

- Le fond du problème: une dévalorisation du travail
 - Une insuffisance quantitative
 - 5 millions exclus du travail pour des raisons économiques
 - Une dégradation qualitative
 - Développement de la précarité: CDD, temps partiel imposé
 - Détérioration des conditions de travail: pénibilité, stress, souffrance au travail
 - Un problème de rémunération de la force de travail
 - Modération salariale:
 - écart entre l'évolution de la productivité apparente du travail et des salaires
 - Ex: industrie (moyenne 15 ans) : productivité: 4,1%; salaire:1,7%
 - Forte hausse des hauts et très hauts salaires
 - Développement des formes aléatoires de rémunération échappant surtout aux cotisations sociales
 - Remise en cause des droits sociaux: exemple des retraites
-

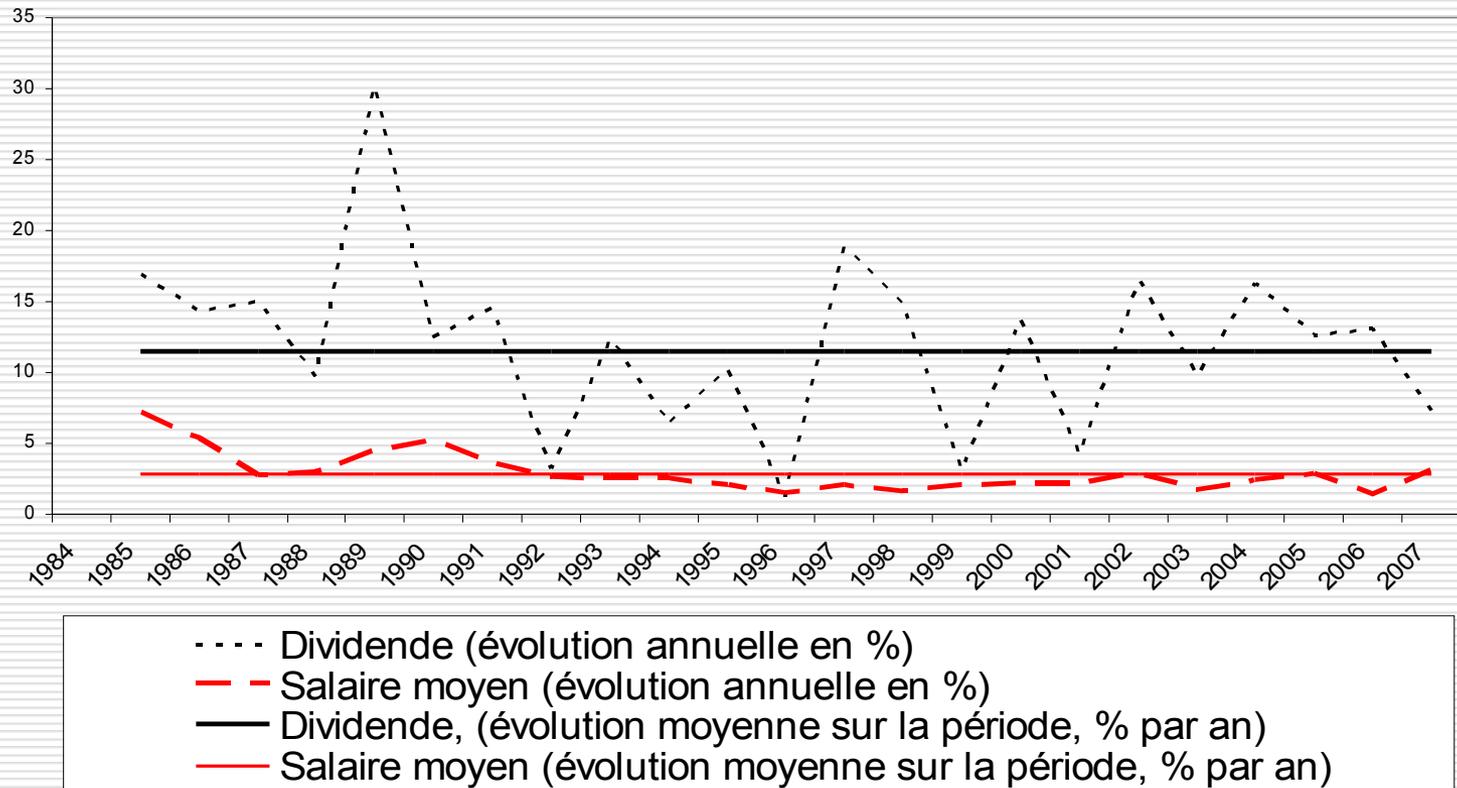
Un partage de la valeur ajoutée au détriment des travailleurs

Part de la masse salariale dans la Valeur ajoutée (en %)



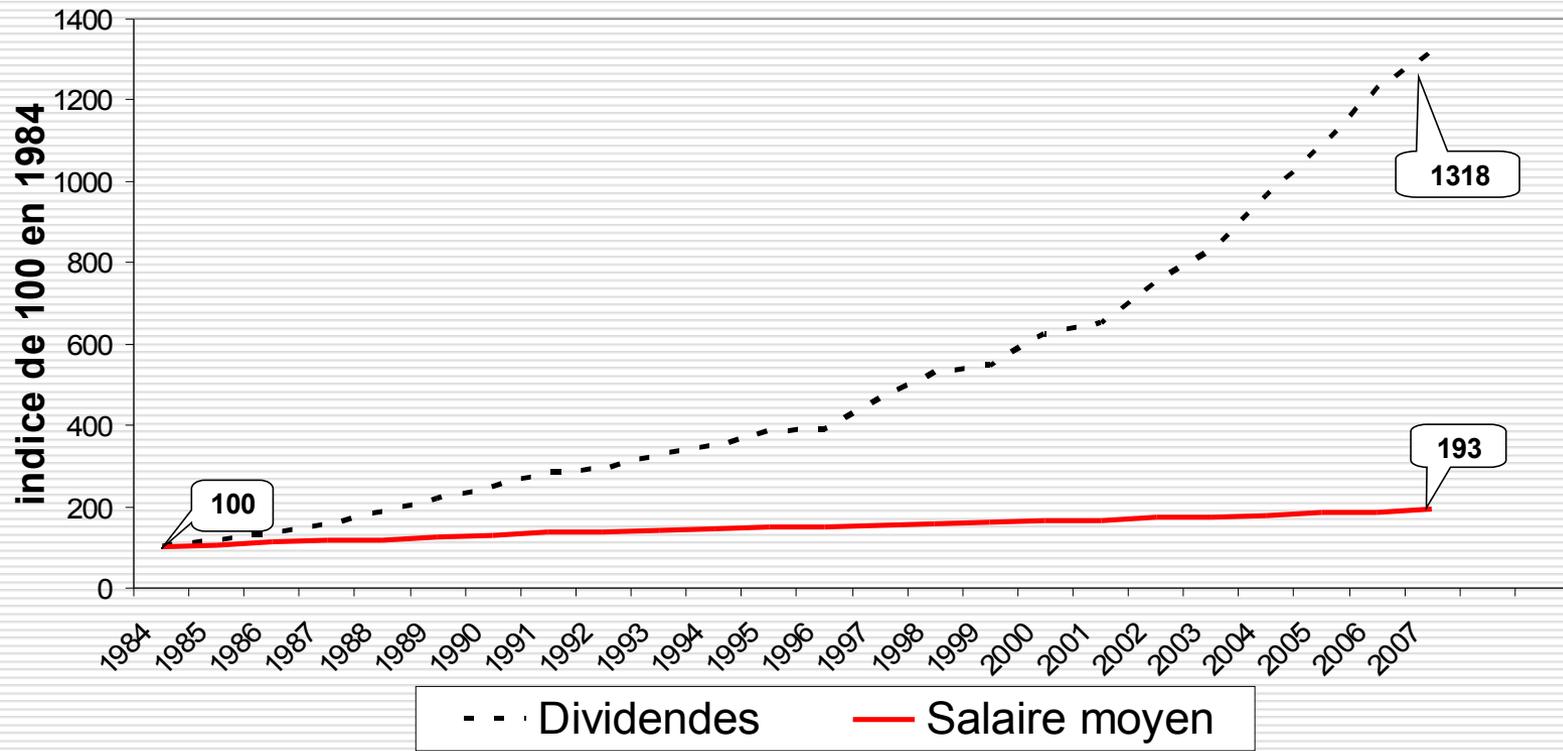
Un partage de la valeur ajoutée au détriment des travailleurs

Croissance annuelle salaires et dividendes



Un partage des gains de productivité au détriment des travailleurs

Evolution du salaire moyen et des dividendes

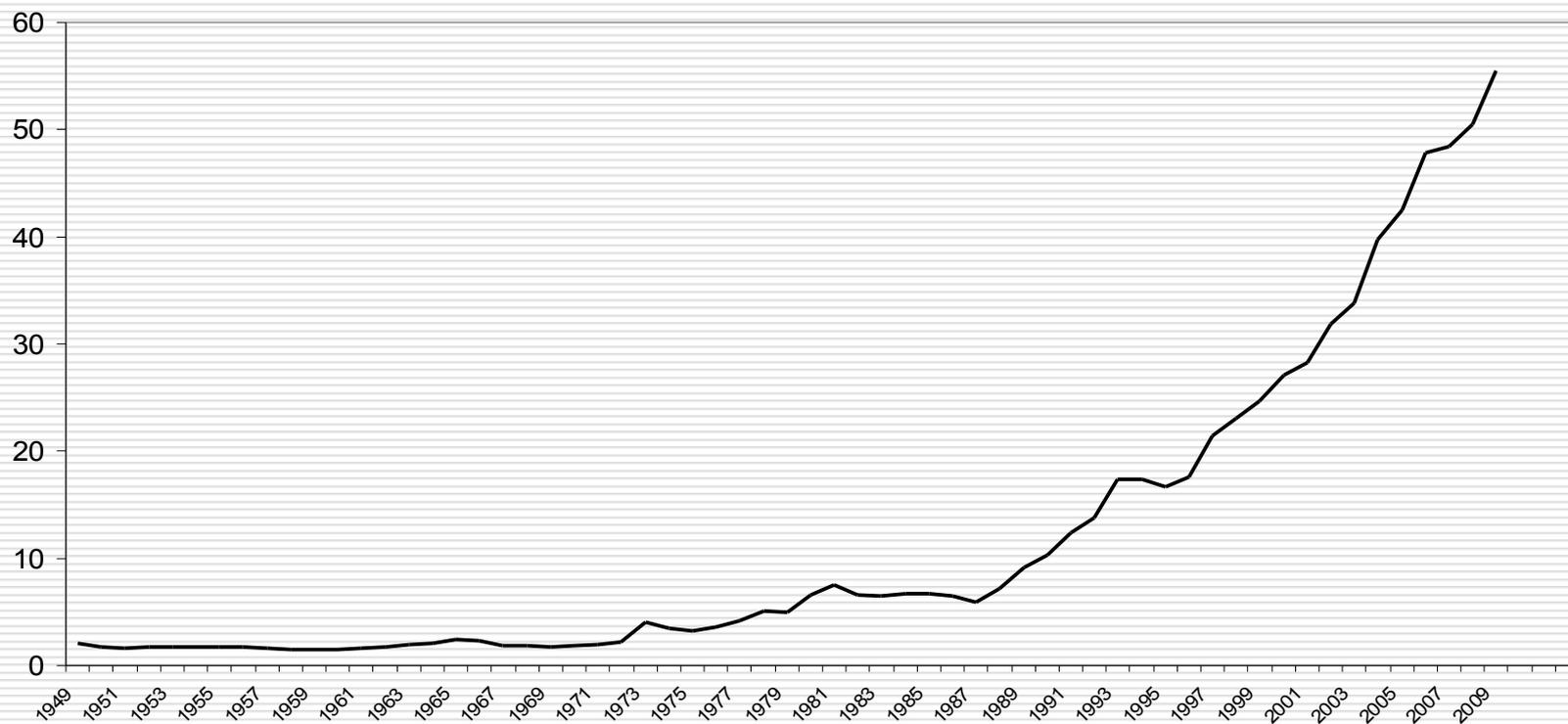


Conséquences du partage de la valeur ajoutée au détriment du travail

- Une insuffisance de la demande effective émanant des salariés
 - Un endettement privé
 - Cf. *subprimes*
 - Cf. Promesses électorales de M. Sarkozy
 - Difficultés de rentabilisation du capital dans la sphère productive
 - Une fuite en avant dans la financiarisation
-

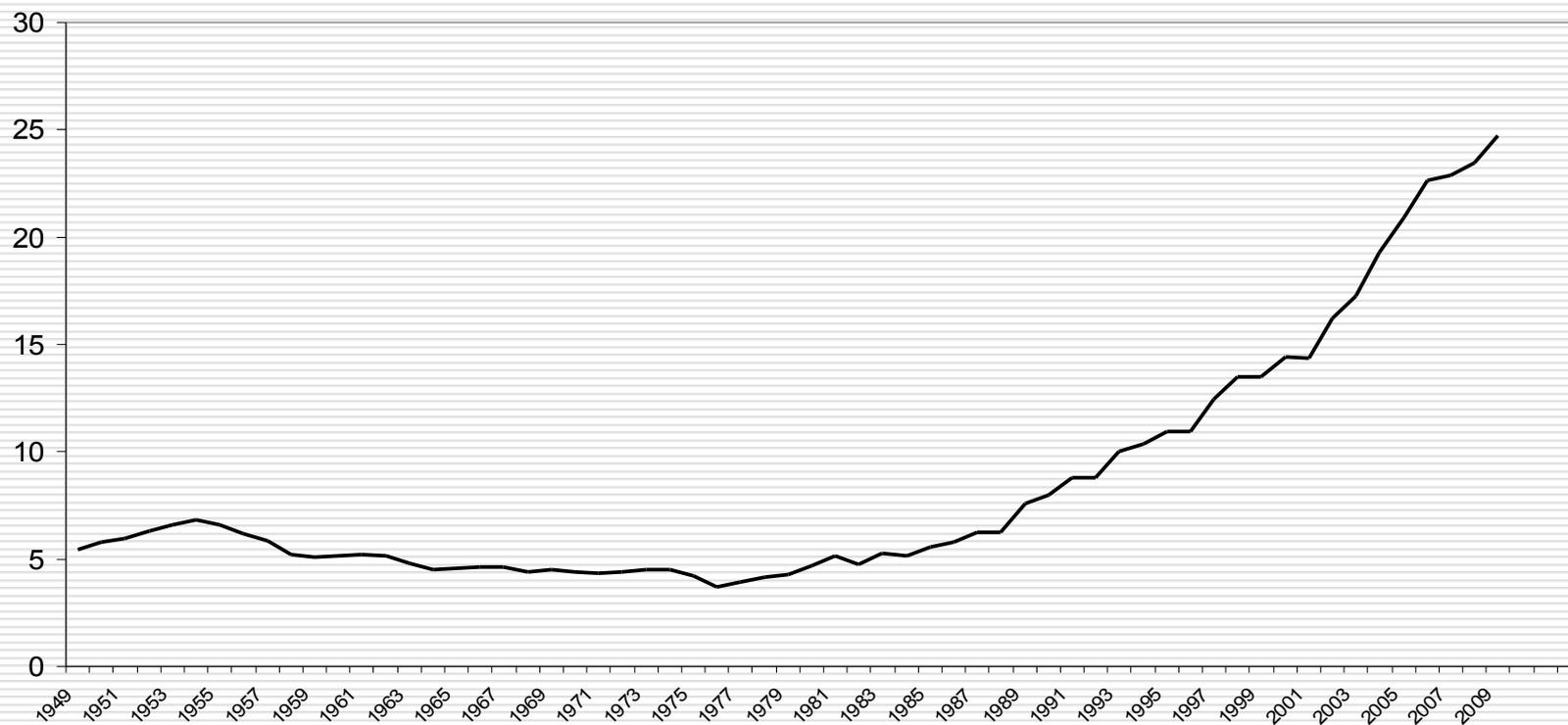
Manifestations de la financiarisation (1/4)

Revenus de propriété perçus/EBE (en %)



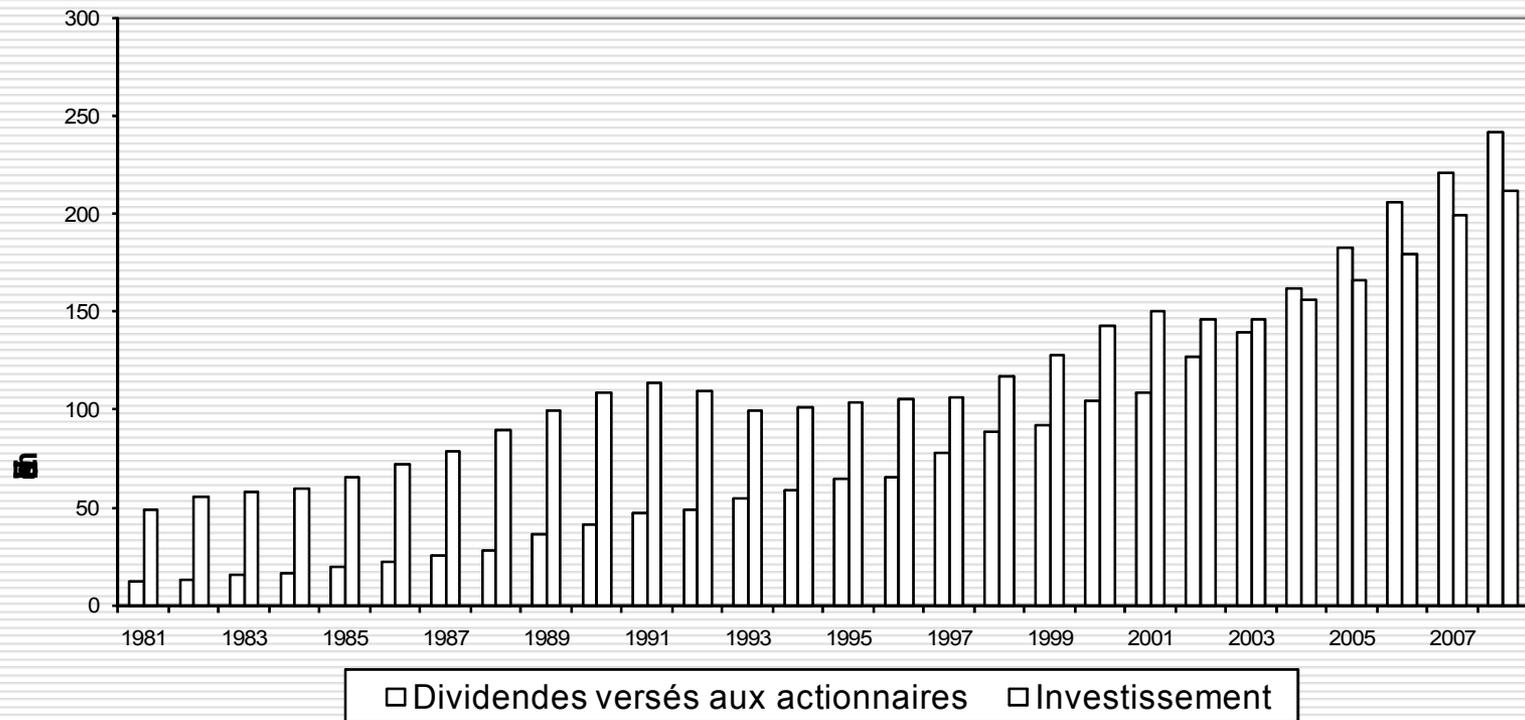
Manifestations de la financiarisation (2/4)

Prevenus de propriété versés/VA (en %)



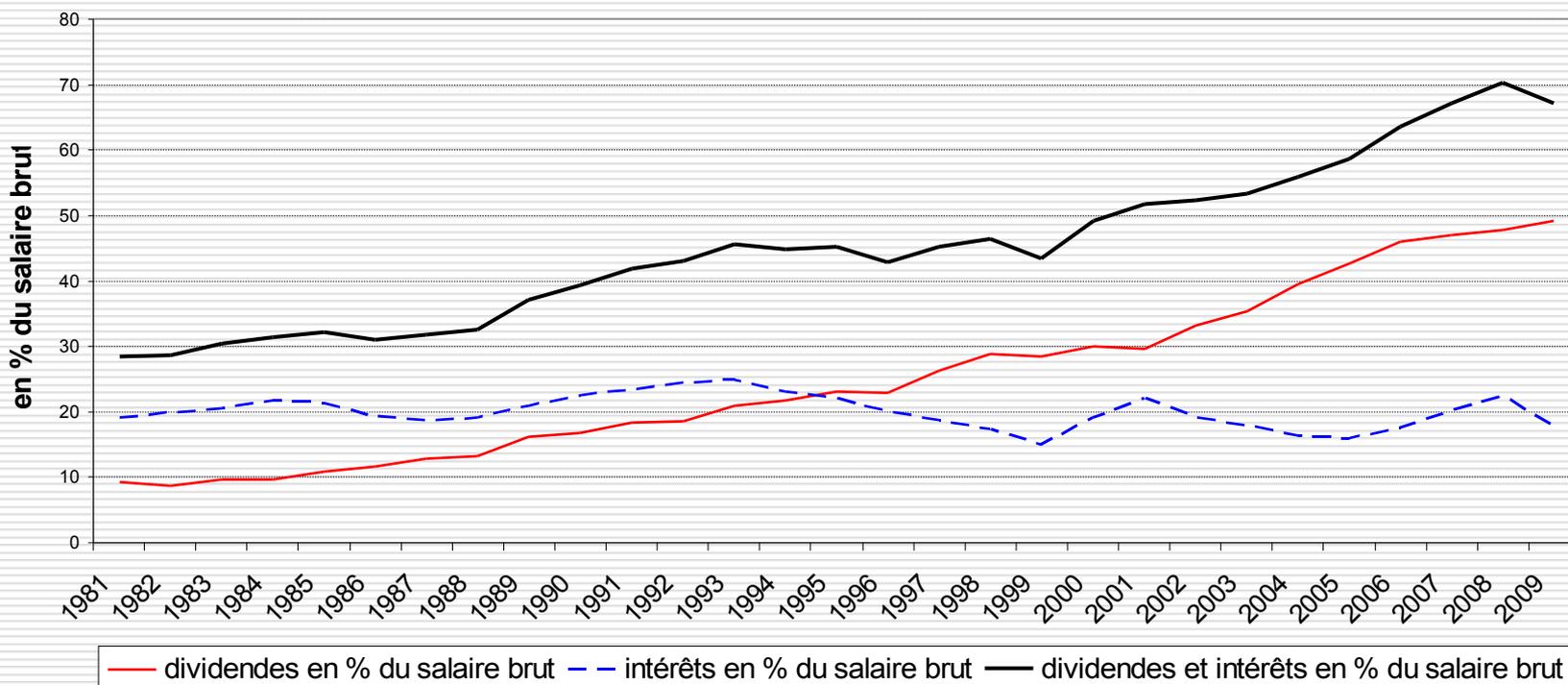
Manifestations de la financiarisation (3/4)

Les dividendes versés aux actionnaires dépassent les investissements



Manifestations de la financiarisation (4/4)

Coût du capital comparé au salaire brut



Conséquences de la financiarisation (1/3)

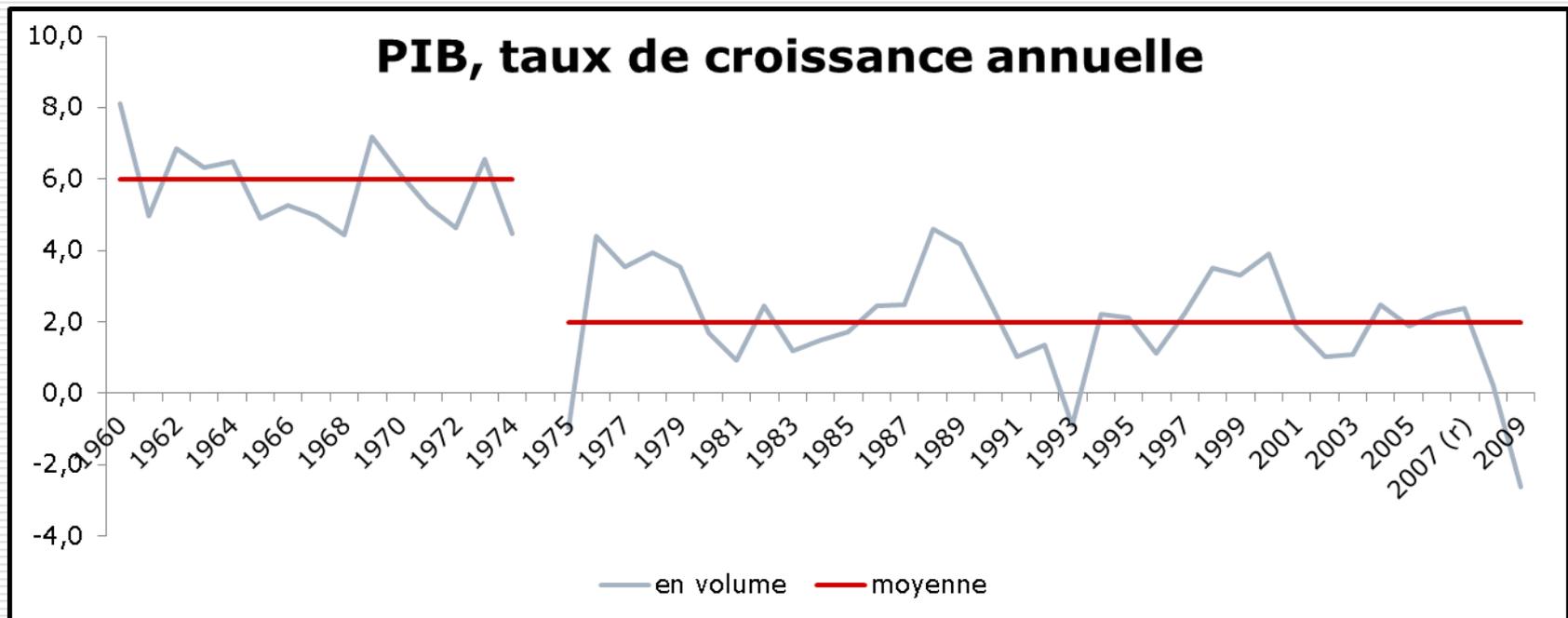
- Une exigence de rentabilité croissante
- La masse salariale et l'investissement productif deviennent les facteurs d'ajustement

Entreprises industrielles et de services (2009)

Montants en milliards d'euros	2008	2009	2010(prov)
Valeur ajoutée brute	995	956	970
Masse salariale	634	624	603
Dividendes versés	205	209	237
Investissement	210	192	190

Conséquences de la financiarisation (2/3)

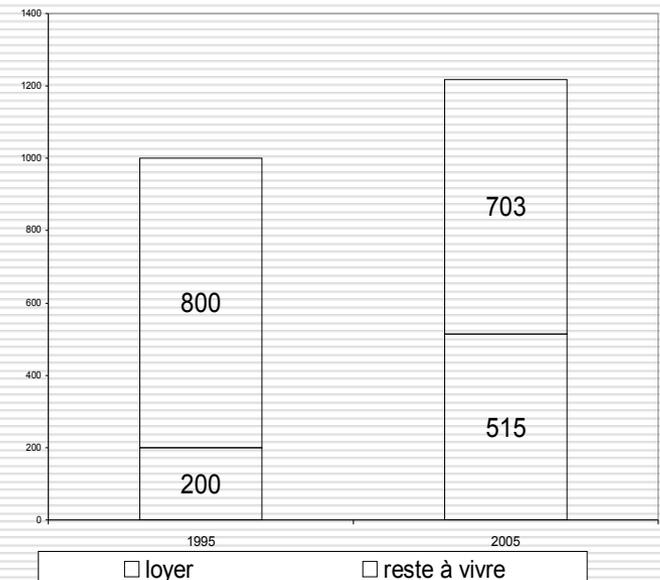
Un affaiblissement du potentiel de croissance économique : le taux de croissance de l'économie est passé de 5,5% en moyenne par an entre 1950-1980, à 2% depuis.



Conséquences de la financiarisation (3/3)

□ Incompatibilité sur le long terme entre le potentiel de croissance et l'exigence de rentabilité

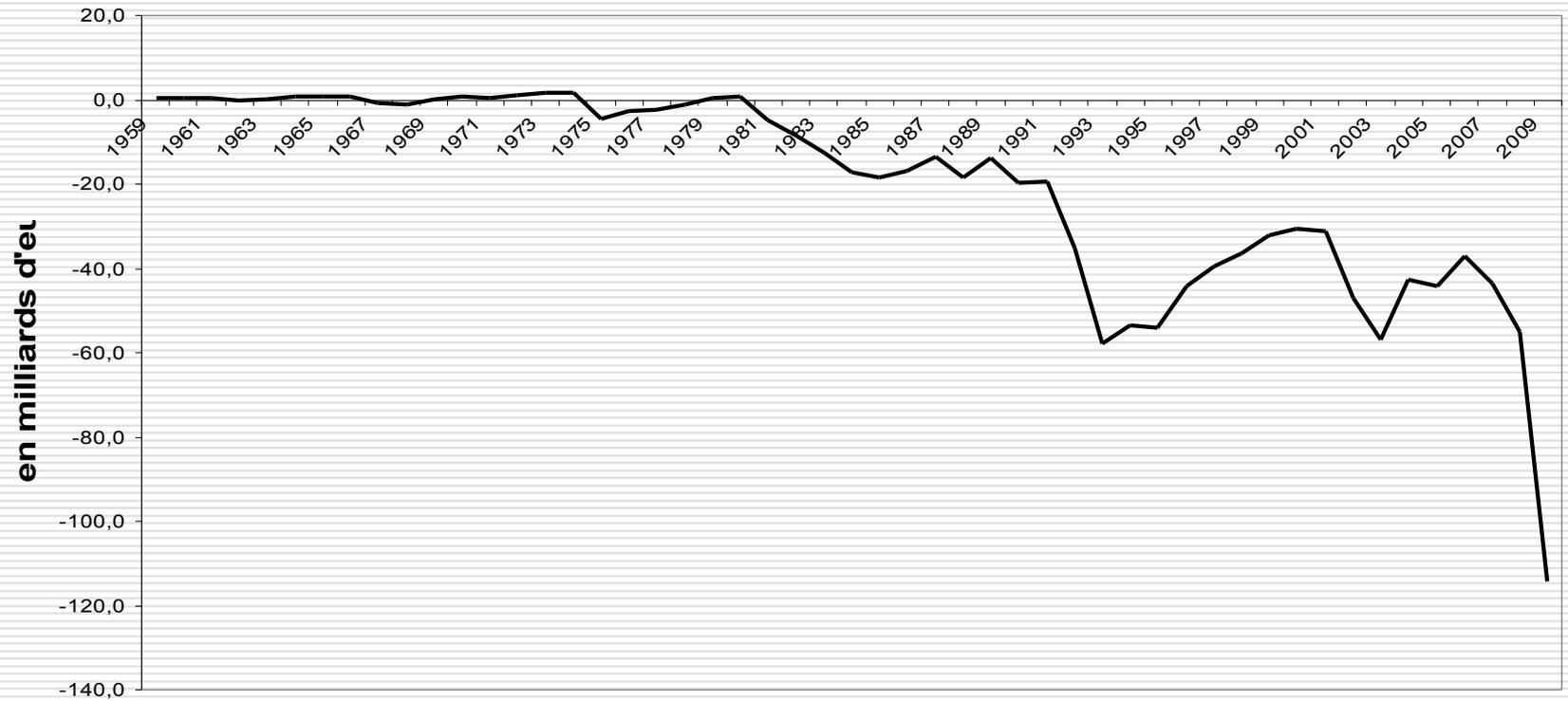
- Exemple: Soit en 1995
 - Salaire = 1000 euros
 - Loyer = 200 euros
 - Reste à vivre = 800
- Si pendant 10 ans le salaire augmente de 2% et le loyer de 10% tous les ans, en 2005 on aura:
 - Salaire = 1218 euros
 - Loyer = 515 euros
 - Reste à vivre = 703



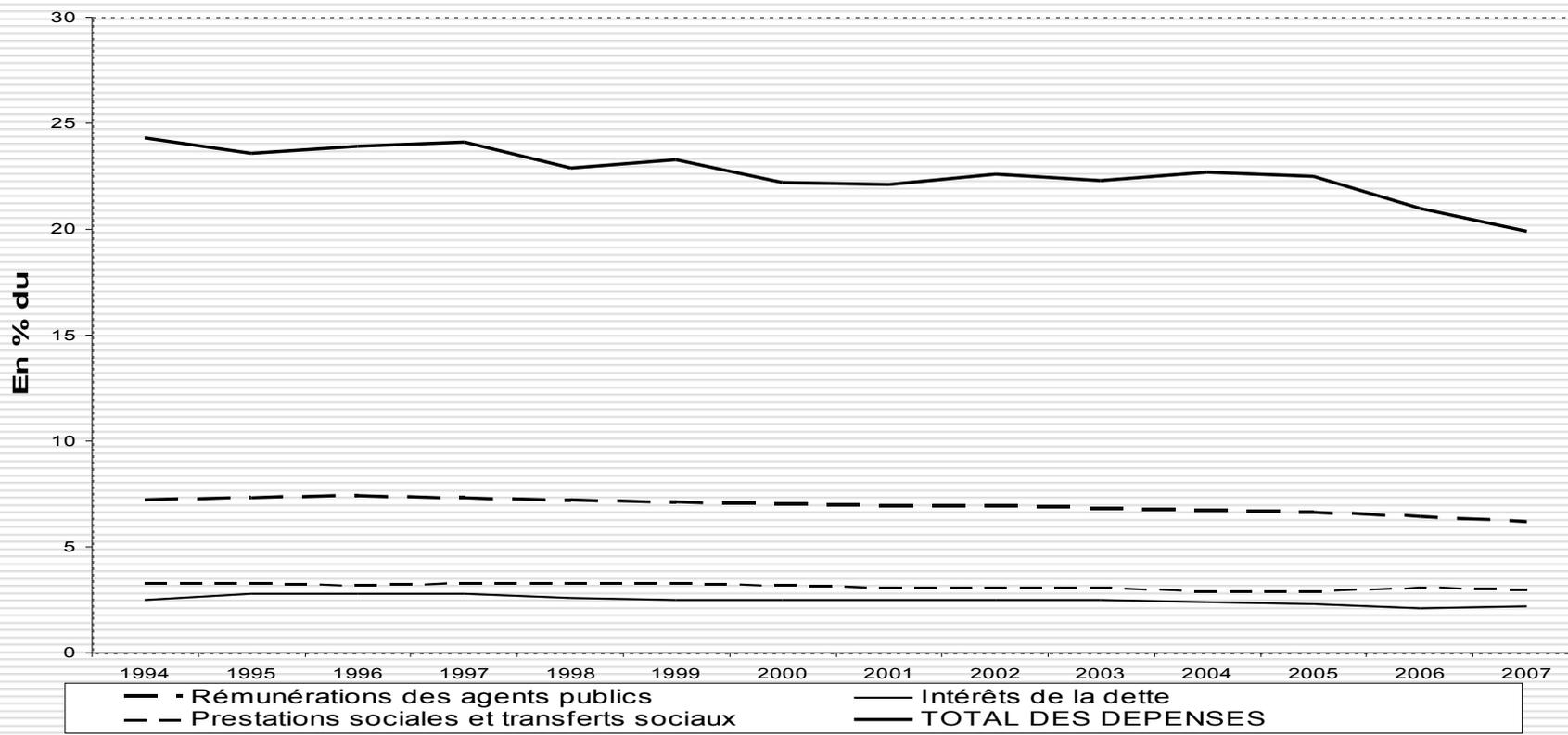
2. Crise des solutions classiques de sortie de la crise

- ❑ Le plan de sauvetage des banques n'a pas entraîné une hausse des crédits surtout pour les PME-PMI
 - ❑ Mal-orientée, la politique monétaire accommodante a créé une trappe à liquidité et augmenté le prix des actifs
 - ❑ Mal-orientées (cf. exonérations sociales et fiscales), les finances publiques ont alimenté la dette publique qui alimente davantage les patrimoines financiers
 - ❑ La dette publique a pris le relais de l'endettement privé; à présent, elle sert d'alibi pour imposer l'austérité
-

Solde budgétaire (Etat)



Dépenses de l'Etat (en % du PIB)



-
- Déficit budgétaire (2010) 130 mds €, 7,5% PIB
 - Conjoncture (récession) 1,5 point
 - Plan de relance 1 point
 - Effet structure 5 points
-
- Dette publique: 1800 mds € en 2013, multipliée par 2 en dix ans
-

3. Pistes de propositions Cgt

- Objectif
 - Revaloriser le travail
 - Établir un nouveau mode de développement économique et social pour :
 - répondre aux besoins et réduire les inégalités (cf. biens communs mondiaux)
 - préserver l'environnement
 - Complémentarités des interventions
 - Changer les choix
 - politique économique et sociale
 - critères de gestion des entreprises (multinationales)
 - Différents échelons: « du local au mondial »
-

De la revalorisation du travail

- Répondre aux besoins: un gisement d'emplois
 - Enjeux écologiques
 - Petite enfance
 - Personnes âgées...
 - Qualité et stabilité des emplois
 - alternance emploi/formation qualifiante
 - continuité de la relation de travail
 - sécurité sociale professionnelle
 - Augmenter les salaires
 - Améliorer la protection sociale
 - Améliorer les conditions de travail
 - Démocratie sociale: droits des travailleurs pour intervenir sur les choix stratégiques des entreprises, surtout firmes et banques multinationales
-

Une structure productive cohérente

- ❑ La dangereuse illusion des « entreprises sans usines »
 - ❑ Complémentarité industrie et services de qualité , notamment services publics
 - ❑ Développement solidaire des territoires
 - ❑ Revaloriser le travail productif (cf. dérive des ingénieurs vers la finance)
 - ❑ Une politique industrielle moderne
 - ❑ Créer des emplois qualifiés et bien rémunérés
 - ❑ Accroître l'effort de recherche et d'innovation
 - ❑ Développer une politique cohérente de l'énergie
 - ❑ Assurer le financement des entreprises industrielles
 - ❑ Articuler modernisation de l'industrie et démocratie sociale et territoriale
 - ❑ Faire barrage à la spéculation et à l'appétit des financiers par une réforme fiscale et une législation dissuasive
-

Mettre la finance et les moyens financiers au service d'un développement humain durable

- Rôle des banques et institutions financières
 - Politique monétaire (BCE)
 - Refinancement sélectif
 - Réserves obligatoires
 - Crédits bancaires à taux bonifiés
 - Pôle financier public
 - Fonds régionaux pour l'emploi et le développement solidaire des territoires
 - Finances publiques
 - Fiscalité
 - Améliorer son rôle redistributif
 - inciter l'investissement productif et pénaliser la distribution des dividendes
 - Financement des dépenses par la création monétaire
-

Établir de nouvelles régulations

- L'impératif de solidarité
 - « Gouvernance mondiale »
 - Démocratie: place des acteurs autres non étatiques: ONG, syndicats... dans les institutions internationales
 - Droits des salariés et des populations face aux firmes multinationales (FMN)
 - Responsabilité de l'Europe: faire de l'Europe la région la plus solidaire du monde
-

La question fondamentale: avec qui et comment?

- Travail commun pour mobiliser et changer les rapport de forces en faveur des peuples
 - Mobilisation
 - syndicale, politique, associative...
 - Enjeu du renforcement de la Cgt
 - Débat démocratique...
-

Des moyens existent: Les « Niches fiscales et sociales » dont bénéficient les entreprises

- Coût total : 172 milliards d'euros, soit 5 fois plus que l'impôt sur les sociétés
 - (rappel: lorsqu'une PME paie 100 euros d'impôt sur ses bénéfices, une entreprise du CAC 40 en paie 40 euros)
 - Niches fiscales :
 - 35 Md€ : dépenses fiscales (293 mesures), soit 14 % de recettes fiscales nettes de l'État
 - 71 Md€ : mesures dérogatoires déclassées
 - Niches sociales (91 dispositifs) : 66 Md€, soit 15 % des recettes de la Sécurité sociale, dont 31,5 Md€ sous la forme d'allègements généraux et d'exonérations ciblées.
 - Question: quelle place pour les salariés pour utiliser efficacement ces fonds?
 - Définition des objectifs
 - Contrôle de l'usage
-

Des moyens existent: profits des entreprises

- ❑ CAC 40: 82 mds € de bénéfices en 2010
 - ❑ En pleine crise, les dividendes distribués au titre de 2008, 2009, 2010 sont plus généreux que ceux versés au titre de 2007
 - ❑ Pour 105 mds € de bénéfices réalisés en 2007, les groupes ont versé 38,6 mds € de dividendes, soit un taux de distribution de 36,7%
 - ❑ En 2008, les bénéfices tombent à 84,1 milliards (-20%), mais les dividendes ne sont diminués que de 1,9 md € (5,3%). Le taux de distribution monte alors à 43,6%.
 - ❑ Ce taux est porté à 62,1% en 2009.
 - ❑ Sommes à verser par Cac 40 aux actionnaires en 2011 au titre de l'exercice 2010: 39,6 mds €
-

Des moyens existent: choix de gestion des entreprises

- Question centrale pour les salariés: mobiliser les moyens au service de l'emploi, des salaires, des conditions de travail, de l'investissement productif...
 - Se pose alors la question des droits d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises, y compris des banques et d'autres institutions financières
-

Des moyens existent: rôle des banques

- Cf. plan de sauvetage des banques
 - Pas de conditionnalité
 - Les directions des banques ont donné, comme par le passé, la priorité aux opérations spéculatives.
 - Résultat:
 - Retour des bénéfices, avec primes considérables pour les « traders »
 - Problème de financement des PME

Bénéfices des banques

en millions d'euros	bénéfice 2009	bénéfice 2010
BNP Paribas	5832	7843
Crédit agricole	1125	1263
Natixis	-1388	1732
Société générale	678	3917

- La Cgt a un ensemble de propositions pour mobiliser le système financier et bancaire :
 - Pôle financier public
 - Crédits à taux bonifié...
-